

Comme impôt de chagrin...

Économie. Boycottant le comité technique qui a entériné hier 15 suppressions de postes, les syndicats des Finances publiques de l'Eure pointent du doigt les fermetures qui vont s'enchaîner jusqu'à l'an prochain.

Plutôt qu'un comité technique qu'ils voyaient comme une chambre d'enregistrement de décisions désagréables, trois syndicats des Finances publiques (FO, Solidaires et la CGT) ont préféré inviter la presse hier après-midi, afin d'évoquer la situation dans l'Eure. Une situation, à les écouter, pas très réjouissante non seulement pour les agents de ce service de l'État mais aussi pour les contribuables. L'intersyndicale pointe notamment du doigt le programme initié en 2019 et visant à fermer plusieurs sites dans le département. « Notre direction parle de fusions, c'est plus positif, sourit jaune Isabelle Laurent, co-secrétaire départementale de Solidaires Finances publiques. Mais ce que l'usager constate lui, sur le terrain, c'est que quand il va devant un centre des impôts, celui-ci est fermé. Beaucoup de trésoreries ont déjà fermé et ça s'accélère. »

Quinze suppressions de poste

Depuis décembre 2019, la Direction départementale des Finances publiques de l'Eure (DDFIP 27) applique la mise en place du nouveau réseau de proximité, établi avec la préfecture et le Département. Cela se traduit par l'instauration de points de contact, via les Maisons France services. Mais « sans agents des Finances publiques », déplorent les syndicats.



Fabien Dubost, Isabelle Laurent et Jean-Pierre Fontaa près de la carte des sites eurois des impôts en 2022. (Photo : V.L.G./PNI)

« Ces établissements reçoivent en moyenne deux personnes par jour dans tout le département, assure Fabien Dubost (FO), document à l'appui. Cela signifie que les gens prennent leur voiture et vont plus loin. On n'est pas dans le service public tel qu'on le conçoit. »

« On est une grosse structure très en difficulté, confirme Isabelle Laurent. Le comité technique a entériné 15 suppressions de postes et on sait déjà qu'il y en aura d'autres l'année prochaine. » Actuellement, les Finances publiques emploient un peu plus de 630 personnes dans l'Eure. « Entre le resserrement du réseau et la perte annuelle d'effectifs, on n'arrive plus à assurer nos missions. » Cer-

tains services accusent ainsi... 18 mois de retard dans le traitement des dossiers ! Les syndicats déplorent également des « mutations subies, du mal-être au travail, un recours aux contractuels comme cela s'est fait avant nous à France Telecom ou à La Poste. » Au bout du compte, comme le résume Isabelle Laurent, « on a l'impression que le service apporté à l'usager n'est plus la priorité ».

VINCENT LE GALLOIS

Contactée, la Direction départementale des finances publiques n'avait pas encore répondu à nos questions à l'heure du bouclage de cette édition.

ÇA FERME

Selon les documents fournis par les syndicats, cinq trésoreries fermeront le 31 août : Brionne, Conches-en-Ouche, Gaillon, Pacy-sur-Eure et Saint-André-de-l'Eure. Et encore cinq autres le 31 décembre : Beuzeville, Breteuil, Le Neubourg, Louviers et Vernon, ainsi que les services des impôts aux particuliers (ex-centres des impôts) des Andelys, de Pont-Audemer et de Verneuil-d'Avre-et-d'Iton.